

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 42.229/2
DU 28 FÉVRIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 1^{er} février 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant application de la loi du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de le projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation préalable

Conformément aux recommandations de légistique formelle,

"Les textes qui modifient plusieurs textes antérieurs doivent, autant que possible, les modifier dans leur ordre chronologique, en commençant par le plus ancien"¹.

Comme le projet tend à modifier des règles de nature tant législative que réglementaire, il y a de plus lieu, pour se conformer à la hiérarchie des normes, de faire précéder la modification des textes réglementaires par celle des dispositions ayant valeur légale. L'ordre des neuf premiers chapitres doit, dès lors, être revu en conséquence.

Les mêmes règles doivent être observées pour la rédaction du préambule, étant de plus entendu que la mention des fondements juridiques des dispositions du projet doit précéder celle des textes qu'il tend à modifier ou abroger.

Toutefois, afin d'éviter de compliquer outre mesure les observations particulières qui suivent, leur formulation fera abstraction des remaniements ainsi requis.

⁽¹⁾ <http://www.raadvst-consetat.be/pdf/Lforf1.pdf>, p. 48, 8.6.21.

Observations particulières

Chapitre 1^{er} - Modifications à l'arrêté royal du 23 janvier 1991 relatif aux titres de la dette de l'État

1. Cet arrêté royal est visé à l'alinéa 11 du préambule. Dans cet alinéa, il y a lieu de supprimer les mots "14 juin et", ainsi que de remplacer, dans le texte français, la date du "3 novembre 1997" par celle du 3 décembre 1997.

Selon le point 1 du rapport au Roi joint au projet, les modifications en projet aux articles 1^{er} à 5 et 17 se fondent sur l'article 2 de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire, visée à l'alinéa 6 du préambule. Dans cet alinéa, il convient donc d'omettre la référence particulière à l'article 1^{er} de cette loi, remplacé par l'article 35 de la loi du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur. La circonstance que l'article 22 du projet détermine la date d'entrée en vigueur de cet article 35 en exécution de l'article 43, alinéa 3, de cette loi impose en effet seulement de viser plus particulièrement cet alinéa dans le premier du préambule. Celui-ci devrait donc viser "notamment les articles 13 et 43, alinéa 3", plutôt que "les chapitres II, IV et V"^{2 3}.

(2) Et ce, d'autant plus que l'entrée en vigueur de cette loi est réglée dans un second chapitre IV, plutôt que dans un chapitre V.

(3) L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le projet de loi portant des dispositions diverses (IV) sur lequel la section de législation du Conseil d'État a donné le 11 janvier 2007, l'avis 41.920/2 (Doc. parl., Chambre, 2006-2007, n/ 51-2873/001) qui tend à modifier la loi du 14 décembre 2005, précitée. Le cas échéant, la référence à cette dernière loi sera complétée par l'indication de la loi modificative.

2. Suivant les recommandations de légistique formelle,

"(...) lorsque l'ensemble des articles groupés sous une division propre (titre, chapitre, etc.) doit être remplacé par un nombre moindre d'articles nouveaux, il y a lieu d'abroger expressément les articles pour lesquels ne sont pas prévues de dispositions nouvelles" ⁴.

En outre,

"Les textes modificatifs doivent modifier les articles du texte antérieur dans leur ordre numérique. Ainsi, lorsqu'un texte modifie diverses dispositions d'un texte originel et en abroge d'autres, il faut suivre l'ordre des dispositions du texte originel plutôt que de grouper les abrogations in fine. Procéder autrement peut conduire le lecteur qui suit l'ordre logique des modifications à croire qu'un article est resté inchangé, alors qu'il est abrogé" ⁵.

Les dispositions des articles 1^{er} à 5 et 17 du projet doivent par conséquent s'organiser comme suit :

"Article 1^{er}. L'intitulé du chapitre premier de l'arrêté royal du 23 janvier 1991 relatif aux titres de la dette de l'État est remplacé par l'intitulé suivant :

"Chapitre premier. Des titres au porteur individuels ou collectifs émis exclusivement à l'étranger ou soumis à un droit étranger."

Art. 2. Dans le même chapitre, la section première, comprenant l'article 1^{er}, et la section II, comprenant les articles 2 et 3, sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Section première. ... [la suite comme à l'article 1^{er} du projet]."

Art. 3. Dans le même chapitre, la section III, comprenant les articles 4 à 7, est abrogée.

Art. 4. (comme à l'article 2 du projet).

⁽⁴⁾ Ibidem, p. 46, 8.6.9.

⁽⁵⁾ Ibidem, p. 47, 8.6.14.

Art. 5. (comme à l'article 3 du projet).

Art. 6. Sont abrogés, dans le même arrêté :

1/ l'article 23;

2/ l'article 24, alinéa 3;

3/ l'article 24, alinéa 4.

Art. 7. (comme à l'article 4 du projet).

Art. 8. (comme à l'article 5 du projet).

Art. 9. L'article 48 du même arrêté est abrogé.

Art. 10. Dans le chapitre IV du même arrêté, la section I, comprenant les articles 51 à 53, est abrogée."

La numérotation des autres articles du projet doit être adaptée en conséquence, de même que les références figurant à l'article 23 du projet.

Chapitre II - Modifications à l'arrêté royal du 14 octobre 1991 relatif aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôt

Cet arrêté royal est visé à l'alinéa 12 du préambule. Dans cet alinéa, il y a lieu d'omettre l'énumération des modifications apportées à cet arrêté et de préciser, en lieu et place, "notamment les articles 9 et 10", puisque l'article 6 du projet tend au remplacement de l'article 9 et son article 18 à l'abrogation de l'article 10, alinéas 3 et 4.

En outre, pour la raison déjà indiquée plus haut, la disposition abrogatoire de cet article 18 doit être intégrée, sous la forme d'un second article, dans ce chapitre regroupant les modifications apportées au même arrêté royal.

Ces modifications se fondent sur la loi du 22 juillet 1991 relative aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôt visée à l'alinéa 7 du préambule. Il convient toutefois d'y viser plus spécialement les dispositions de cette loi qui procurent à ces modifications un fondement légal, ce qui n'est pas le cas de son article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 3, remplacé par l'article 38 de la loi du 14 décembre 2005, précitée, article ne devant du reste entrer en vigueur que le 1^{er} janvier 2014, conformément à l'article 43, alinéa 2, de cette loi. La référence à cet article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 3, à la fin de l'alinéa 7 du préambule doit donc être remplacée par une référence aux dispositions légales sur lesquelles se fondent les articles 9 et 18 du projet. Ainsi y a-t-il notamment lieu, pour ce qui concerne l'article 9 du projet, de viser plus spécialement l'article 6, alinéa 4, de la loi du 22 juillet 1991, précitée.

Chapitre III - Modifications à la loi du 23 décembre 2005 portant des dispositions diverses

Cette loi est visée à l'alinéa 9 du préambule. La fin de cet alinéa doit être rédigée comme suit : "notamment l'article 43".

Les articles 7 et 19 doivent, en outre, être fusionnés comme suit :

"Art. (...). À l'article 43 de la loi du 23 décembre 2005 portant des dispositions diverses, sont apportées les modifications suivantes :

1/ le § 1^{er} est abrogé;

2/ les mots "§ 2. sont supprimés."

Chapitre IV - Modifications à la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur

Cette loi est visée à l'alinéa 2 du préambule. La fin de cet alinéa doit être rédigée comme suit : "(...) notamment l'article 24, modifié par les lois des 22 juillet 1991 et 22 mars 1995, l'article 24bis, inséré par la loi du 22 juillet 1991, et l'article 31, modifié par la loi du 22 juillet 1991;".

.../...

D'autre part, la disposition abrogatoire constituant l'article 20 du projet doit être insérée dans ce chapitre comportant les modifications à cette loi du 24 juillet 1921, entre les dispositions formant les articles 8 et 9 actuels, sous la forme d'un article ainsi rédigé :

"Art. (...). L'article 24, alinéa 4, de la même loi est abrogé."

Chapitre V - Modification à l'arrêté royal n/ 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des instruments financiers

Cet arrêté royal est visé à l'alinéa 4 du préambule. À la fin de cet alinéa, ainsi que dans l'article 11 du projet, il convient d'écrire "modifié par la loi du 15 juillet 1998", car la modification prévue par l'article 43 de la loi du 10 mars 1999 modifiant la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, fixant le régime fiscal des opérations de prêt d'actions et portant diverses autres dispositions est devenue sans objet du fait de l'entrée en vigueur le 4 septembre 2002 de l'article 8 de la loi du 15 juillet 1998 modifiant diverses dispositions légales en matière d'instruments financiers et de systèmes de compensation de titres.

Chapitre VI - Modification à l'arrêté royal n/ 62 du 10 novembre 1967 coordonné relatif au dépôt d'instruments financiers fongibles et à la liquidation d'opérations sur ces instruments

Suivant l'article 2 de l'arrêté royal du 27 janvier 2004 portant coordination de l'arrêté royal n/ 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des instruments financiers ⁶,

"La coordination portera l'intitulé suivant :

«Arrêté royal n/ 62 relatif au dépôt d'instruments financiers fongibles et à la liquidation d'opérations sur ces instruments»."

C'est donc cet intitulé qui doit être utilisé dans l'alinéa 5 du préambule, l'intitulé du chapitre et l'article 12. Il convient, en outre, de mentionner dans cet article la confirmation de la coordination par la loi du 15 décembre 2004. Au contraire, comme l'article 6 du texte coordonné n'a encore subi aucune modification, il n'y a pas lieu de mentionner les modifications apportées par la loi du 15 juillet 1998 à l'article 4 de l'arrêté royal n/ 62 du 10 novembre 1967, précité.

Chapitre VIII - Modification à l'arrêté royal du 10 janvier 2002 relatif à la gestion des sommes, titres et valeurs au porteur reçus par un notaire et au contrôle de la comptabilité des notaires

Il y a lieu de viser au préambule - et un alinéa supplémentaire doit donc y être inséré à cet effet - le fondement légal de la modification en projet, qui semble résider dans l'article 34^{bis} de la loi du 25 ventôse - 5 germinal an XI (16 mars 1803) contenant organisation du notariat, inséré par l'arrêté royal n/ 213 du 13 décembre 1935 ⁷.

⁽⁶⁾ L'arrêté de coordination n'abroge pas le texte coordonné.

⁽⁷⁾ Selon cet article, "Les titres et valeurs au porteur confiés au notaire, à l'occasion d'un acte ou d'une opération de son ministère, sont dans les trois mois déposés à découvert, pour le compte de la personne propriétaire des titres, sous une rubrique spéciale, dans un établissement public ou privé, conformément aux dispositions arrêtées par le Roi."

Chapitre X - Abrogations

Ne subsisteront donc de ce chapitre que les dispositions de l'actuel article 21. Le 1/ de cet article et l'alinéa 10 du préambule doivent être complétés comme suit : "modifié par les arrêtés royaux des 16 mai 1978 et 19 novembre 1987".

Deux alinéas supplémentaires doivent, en outre, être insérés dans le préambule afin d'y viser le fondement légal des deux arrêtés abrogés, c'est-à-dire, d'une part, l'article 22 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers, modifié par la loi du 10 novembre 1953, pour ce qui concerne l'arrêté du Régent du 7 avril 1949 visé à l'article 21, 1/, du projet et, d'autre part, l'article 467 du Code des sociétés pour ce qui concerne l'arrêté royal du 3 décembre 2005 visé au 2/ de cet article.

Chapitre XI - Entrée en vigueur

Les références figurant à l'article 23 doivent être adaptées pour tenir compte de la nouvelle numérotation des articles.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. KEUTGEN,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.229/2
VAN 28 FEBRUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 1 februari 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot toepassing van de wet van 14 december 2005 houdende afschaffing van de effecten aan toonder", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerking

Overeenkomstig de wetgevingstechnische aanbevelingen

"(moet) in een tekst die verschillende regelingen wijzigt, (...) zoveel mogelijk de tijdsorde worden gevolgd, te beginnen met de oudste regeling"¹.

Aangezien het ontwerp ertoe strekt om zowel wetgevings- als verordeningsebepalingen te wijzigen, is het bovendien noodzakelijk, om de hiërarchie van de rechtsnormen in acht te nemen, voordat de wijzigingen van verordeningsteksten genoemd worden, de wijzigingen van wetteksten te noemen. De volgorde van de eerste negen hoofdstukken moet derhalve dienovereenkomstig worden herzien.

Dezelfde regels moeten in acht worden genomen bij de redactie van de aanhef, met dien verstande bovendien dat eerst de rechtsgronden van de bepalingen van het ontwerp moeten worden vermeld, daarna de regelgevingen die het ontwerp beoogt te wijzigen of op te heffen.

Om evenwel te voorkomen dat de bijzondere opmerkingen die volgen te gecompliceerd worden, worden in de formulering ervan de aldus vereiste aanpassingen buiten beschouwing gelaten.

⁽¹⁾ http://www.raadvst-consetat.be/pdf/wetgt_nl.pdf, blz. 48, 8.6.21.

Bijzondere opmerkingen

Hoofdstuk 1 - Wijzigingen van het koninklijk besluit van 23 januari 1991 betreffende de effecten van de Staatsschuld

1. Naar dit koninklijk besluit wordt verwezen in de elfde aanhefverwijzing. In dit lid moeten de woorden "14 juni en" vervallen, en in de Franse tekst moet de datum "3 novembre 1997" worden vervangen door de datum "3 décembre 1997".

Volgens punt 1 van het verslag aan de Koning, dat bij het ontwerp is gevoegd, steunen de ontworpen wijzigingen van de artikelen 1 tot 5 en 17 op artikel 2 van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium, waarnaar in het zesde lid van de aanhef wordt verwezen. In dat lid moet dus de bijzondere verwijzing naar artikel 1 van deze wet, vervangen bij artikel 35 van de wet van 14 december 2005 houdende afschaffing van de effecten aan toonder, vervallen. Doordat artikel 22 van het ontwerp de datum van de inwerkingtreding van dat artikel 35 bepaalt ter uitvoering van artikel 43, derde lid, van deze wet, behoeft dus alleen meer bepaald naar dat lid te worden verwezen in de eerste aanhefverwijzing. In die aanhefverwijzing moet dus worden geschreven "inzonderheid op de artikelen 13 en 43, derde lid," , veeleer dan "inzonderheid op de hoofdstukken II, IV en V" ^{2 3}.

(2) En dit des te meer daar de inwerkingtreding van die wet geregeld wordt in een tweede hoofdstuk IV, in plaats van in een hoofdstuk V.

(3) De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het wetsontwerp houdende diverse bepalingen (IV) waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State op 11 januari 2007 advies 41.920/2 heeft gegeven (Gedr. St., Kamer, 2006-2007, nr. 51-2873/001), welk wetsontwerp ertoe strekt de voormelde wet van 14 december 2005 te wijzigen. In voorkomend geval moet de verwijzing naar de laatstgenoemde wet worden aangevuld met de vermelding van de wijzigende wet.

2. Volgens de wetgevingstechnische aanbevelingen

"(moeten), wanneer alle artikelen van eenzelfde onderdeel (titel, hoofdstuk, enz.) door een kleiner aantal nieuwe artikelen moeten worden vervangen, (...) de niet-vervangen artikelen uitdrukkelijk worden opgeheven" ⁴.

Bovendien

"(wordt) bij wijziging van artikelen (...) de bestaande nummering in acht genomen. Dit geldt ook wanneer sommige bepalingen worden gewijzigd en andere opgeheven; in dat geval worden de opheffingsbepalingen dus niet achteraan in de tekst samengebracht. Als men anders te werk gaat, kan men de lezer die de logische volgorde van de wijzigingen volgt in de waan brengen dat een artikel ongewijzigd blijft, terwijl het opgeheven wordt" ⁵.

De bepalingen van de artikelen 1 tot 5 en 17 van het ontwerp moeten bijgevolg als volgt worden gesteld :

"Artikel 1. Het opschrift van hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 23 januari 1991 betreffende de effecten van de Staatsschuld wordt vervangen door het volgende opschrift :

"Hoofdstuk I. Individuele of verzameleffecten aan toonder die uitsluitend in het buitenland uitgegeven worden of die vallen onder een buitenlands recht."

Art. 2. In hetzelfde hoofdstuk worden afdeling I, die artikel 1 omvat, en afdeling II, die artikelen 2 en 3 omvat, vervangen door de volgende bepalingen :

"Afdeling I. Vermeldingen op de effecten.

Artikel 1. Individuele of verzameleffecten ... of die vallen onder een buitenlands recht, dragen het naamstempel ... alsmede dat ...

(...)

Het uitgiftebesluit ... dat de uit te geven effecten ondertekend zullen worden door ...".

⁽⁴⁾ Ibidem, blz. 46, 8.6.9.

⁽⁵⁾ Ibidem, blz. 47, 8.6.14.

Art. 3. In hetzelfde hoofdstuk wordt afdeling III, die de artikelen 4 tot 7 omvat, opgeheven.

Art. 4. (zoals in artikel 2 van het ontwerp).

Art. 5. (zoals in artikel 3 van het ontwerp).

Art. 6. Opgeheven worden in hetzelfde besluit :

1/ artikel 23;

2/ artikel 24, derde lid;

3/ artikel 24, vierde lid.

Art. 7. (zoals in artikel 4 van het ontwerp).

Art. 8. (zoals in artikel 5 van het ontwerp, met dien verstande dat in 3/, het ontworpen lid, het woord "van" tussen de woorden "ontvangstbewijs" en "zodra" geschrapt moet worden).

Art. 9. Artikel 48 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 10. In hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt afdeling I, die de artikelen 51 tot 53 omvat, opgeheven."

De overige artikelen van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden vernummerd, ook de verwijzingen in artikel 23 van het ontwerp moeten worden aangepast.

Hoofdstuk II - Wijzigingen van het koninklijk besluit van 14 oktober 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen

Naar dit koninklijk besluit wordt verwezen in het twaalfde lid van de aanhef. In dat lid moet de opsomming van de wijzigingen die in dat besluit zijn aangebracht, vervallen en moet in de plaats daarvan worden geschreven "inzonderheid op de artikelen 9 en 10", aangezien artikel 6 van het ontwerp strekt tot vervanging van artikel 9 en artikel 18 ervan de opheffing van artikel 10, derde en vierde lid, tot doel heeft.

Bovendien moet om de reden die hierboven is aangegeven de opheffingsbepaling van dit artikel 18 in de vorm van een tweede artikel worden opgenomen in dit hoofdstuk, waarin de wijzigingen worden gebundeld die in hetzelfde koninklijk besluit worden aangebracht.

Die wijzigingen steunen op de wet van 22 juli 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen, waarnaar verwezen wordt in het zevende lid van de aanhef. In dat lid moet evenwel meer in het bijzonder verwezen worden naar die bepalingen van die wet welke een wettelijke grondslag bieden voor die wijzigingen, hetgeen niet het geval is met artikel 1, § 1, derde lid, ervan, vervangen bij artikel 38 van de voornoemde wet van 14 december 2005, welk artikel overigens pas in werking dient te treden op 1 januari 2014, overeenkomstig artikel 43, tweede lid, van die wet. De verwijzing naar dat artikel 1, § 1, derde lid, aan het slot van het zevende lid van de aanhef dient dus vervangen te worden door een verwijzing naar de wetsbepalingen waarop de artikelen 9 en 18 van het ontwerp steunen. Aldus dient er, wat artikel 9 van het ontwerp betreft, meer bepaald verwezen te worden naar artikel 6, vierde lid, van de voornoemde wet van 22 juli 1991.

Hoofdstuk III - Wijzigingen van de wet van 23 december 2005 houdende diverse bepalingen

Naar deze wet wordt verwezen in het negende lid van de aanhef. Dat lid dient, *in fine*, als volgt te worden gesteld : "inzonderheid op artikel 43".

De artikelen 7 en 19 dienen voorts te worden samengevoegd als volgt :

"Art. (...). In artikel 43 van de wet van 23 december 2005 houdende diverse bepalingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1/ § 1 wordt opgeheven;

2/ de vermelding "§ 2 vervalt."

Hoofdstuk IV - Wijzigingen van de wet van 24 juli 1921 op de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder

Naar deze wet wordt verwezen in het tweede lid van de aanhef. Het slot van dat lid dient gesteld te worden als volgt : "(...) inzonderheid op artikel 24, gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1991 en 22 maart 1995, artikel 24*bis*, ingevoegd bij de wet van 22 juli 1991, en artikel 31, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1991;".

In dit hoofdstuk, dat de wijzigingen bevat van die wet van 24 juli 1921, behoort daarenboven de opheffingsbepaling die artikel 20 van het ontwerp vormt, in de vorm van een als volgt geredigeerd artikel ingevoegd te worden tussen de bepalingen die de huidige artikelen 8 en 9 vormen :

"Art. (...) Artikel 24, vierde lid, van dezelfde wet wordt opgeheven."

Hoofdstuk V - Wijziging van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de financiële instrumenten

Naar dat koninklijk besluit wordt verwezen in het vierde lid van de aanhef. Aan het eind van dat lid, alsook in artikel 11 van het ontwerp, behoort te worden geschreven "gewijzigd bij de wet van 15 juli 1998", aangezien de wijziging waarin voorzien wordt door artikel 43 van de wet van 10 maart 1999 tot wijziging van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, tot fiscale regeling van de verrichtingen van lening van aandelen en houdende diverse andere bepalingen, doelloos geworden is door de inwerkingtreding, op 4 september 2002, van artikel 8 van de wet van 15 juli 1998 tot wijziging van sommige wettelijke bepalingen inzake financiële instrumenten en effectenclearingstelsels.

Hoofdstuk VI - Wijziging van het gecoördineerde koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 betreffende de bewaargeving van vervangbare financiële instrumenten en de vereffening van transacties op deze instrumenten

Artikel 2 van de Franse versie van het koninklijk besluit van 27 januari 2004 tot coördinatie van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van financiële instrumenten ⁶ luidt als volgt :

"La coordination portera l'intitulé suivant :

«Arrêté royal n/ 62 relatif au dépôt d'instruments financiers fongibles et à la liquidation d'opérations sur ces instruments»."

Dit opschrift dient dus te worden gebruikt in de Franse lezing van het vijfde lid van de aanhef, in het opschrift van het hoofdstuk en in artikel 12. In dat artikel behoort voorts melding te worden gemaakt van de bekrachtiging van de coördinatie bij de wet van 15 december 2004. Aangezien artikel 6 van de gecoördineerde tekst nog geen enkele wijziging heeft ondergaan, behoort daarentegen geen melding te worden gemaakt van de wijzigingen die bij de wet van 15 juli 1998 zijn aangebracht in artikel 4 van het voornoemde koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967.

Hoofdstuk VIII - Wijziging van het koninklijk besluit (van 10 januari 2002) betreffende het beheer van de door een notaris ontvangen sommen, effecten en geldswaardige papieren aan toonder en betreffende het toezicht op de boekhouding van de notarissen

In de aanhef dient melding te worden gemaakt van - en daarvoor behoort er dan ook een aanvullend lid te worden ingevoegd - de rechtsgrond van de ontworpen wijziging, welke rechtsgrond vervat lijkt te zijn in artikel 34bis van de wet van

⁽⁶⁾ Het coördinatiebesluit heft de gecoördineerde tekst niet op.

25 ventôse - 5 germinal jaar XI (16 maart 1803) tot regeling van het notarisambt, ingevoegd bij koninklijk besluit nr. 213 van 13 december 1935 ⁷.

Hoofdstuk X - Opheffingen

Van dit hoofdstuk blijven enkel nog de bepalingen van het huidige artikel 21 bestaan. Onderdeel 1/ van dat artikel en het tiende lid van de aanhef dienen aangevuld te worden als volgt : "gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 mei 1978 en 19 november 1987".

Er dienen bovendien twee aanvullende leden te worden ingevoegd in de aanhef, teneinde daarin te verwijzen naar de rechtsgrond van beide opgeheven besluiten, namelijk enerzijds artikel 22 van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de telling van de Belgische en vreemde effecten, gewijzigd bij de wet van 10 november 1953, wat betreft het Regentbesluit van 7 april 1949 waarnaar verwezen wordt in artikel 21, 1/, van het ontwerp, en anderzijds artikel 467 van het Wetboek van Vennootschappen, wat betreft het koninklijk besluit van 3 december 2005, waarnaar verwezen wordt in onderdeel 2/ van dat artikel.

Hoofdstuk XI - Inwerkingtreding

De verwijzingen in artikel 23 moeten aangepast aan de vernummering van de artikelen.

⁽⁷⁾ Dat artikel luidt als volgt : "De effecten en geldswaardige papieren aan toonder die aan de notaris zijn toevertrouwd naar aanleiding van een akte of een verrichting van zijn ambt, worden binnen drie maanden, voor rekening van de eigenaar, onder een afzonderlijke rubriek bij een openbare of particuliere instelling in open bewaring gegeven, overeenkomstig door de Koning te stellen regels."

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	G. KEUTGEN,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS